PARTI DE CLASSE

organe en france du Groupe Communiste Internationaliste

DICTATURE DU PROLETARIAT POUR L'ABOLITION DU TRAVAIL SALARIE

PRESENTATION

Cette publication est éditée en France par le Groupe Communiste Internationaliste dont la revue centrale en français est "Le Communiste". La sortie d'un supplément à "Le Communiste", à périodicité encore irrégulière (compte-tenu de l'état actuel de nos forces) et qui se veut un embryon de revue territoriale, est motivée par le besoin de fournir des critères d'orientation précis à l'action des ouvriers d'avant-garde dans les luttes d'aujourd'hui. A la différence de "Le Communiste" (organe central de développement programmatique), "Parti de classe" sera centré sur la concrétisation de nos positions fondamentales, sur les réponses à apporter aux problèmes immédiats posés par les luttes ouvrières.

Le sens dans lequel travaille notre organisation est celui de la reformation du Parti mondial de la Révolution Communiste. L'approfondissement actuel de la crise et le cours catastrophique que prend cette dernière offrent aux révolutionnaires de nouvelles possibilités de travail. L'aiguisement croissant des contradictions entre bourgeoisie et prolétariat contribue à resserer le lien qui existe entre les besoins de la lutte quotidien-

N° 1 | correspondance: B.P. 54 Bruxelles 31 B-1060 - Bruxelles BELGIQUE | 2 FF 15 FB 1,5 FS

AVRIL - 1980

ne et les besoins historiques de la classe ouvrière.

La periode de prospérité relative d'essor du capital mondial qui a suivi la guerre, est terminée. La crise mondiale s'étend rapi-dement en profondeur. Dans tous les pays, dans tous les secteurs, l'heure est à la restructuration, à la destruction du capital excédentaire, à l'élimination "des canards boiteux", à la fermeture d'usines. Des centaines de millions de prolétaires subissent le chomage, la misère et l'augmentation de l'exploitation. En effet, le Capital devant ses difficultés à maintenir ses profits, se livre à une attaque forcenée contre la classe ouvrière.

S'il est vrai que la crise, la préparation à la guerre pousse la classe à une action indépendante, la caractéristique de l'époque actuelle est l'immense retard du mouvement de classe. Les réactions face aux attaques de la bourgeoisie, sont des réactions sporadiques et isolées, alors que l'aggravation généralisée des conditions de vie du prolétariat appelerait une reponse prolongée de l'ensemble de la classe.

La prospérité relative d'aprés-guerre a permis à la bourgeoisie de maintenir la lutte proletarienne dans le cadre capitaliste, en accordant des reformes réelles au prolétariat. Les accords négociés entre syndicats et patronat sur les augmentations de salaire à venir, ou en échange de la paix sociale, incorporaient la lutte des ouvriers dans le développement même du capital. Toute la pratique de classe est balayée au profit de la concertation avec le patronat. La désorganisation, l'impréparation et l'inexpérience de lutte qui domine aujourd'hui est le résultat direct de toute cette période passée. Pour combler ce vide, le prolétariat a toute une réappropriation de son passé révolutionnaire et l'apprentissage des methodes de lutte de classe à effectuer.

La tâche de cette publication sera entr'autres de mettre en lumière - pour mieux les abattre - les obstacles que la classe rencontre dans sa lutte pour la réapropriation/transformation du produit social; pour l'abolition du salariat. Abattre toutes les mystifications qui visent à cacher l'esclavage salarié, à glorifier la condition du prolétaire et le travail salarié, au lieu d'en montrer le caractère insupportable; démonter et combattre tout le baratin bourgeois sur la démocratie, le droit ou les droits, le droit au travail ou la lutte pour les droits ou les libertés. Le Capital dans son ensemble a intérêt à transformer le prolétaire en citoyen, peuple, électeur, progressiste, etc... et donc à attirer le prolétariat sur le terrain de la justice, de la démocratie, de l'égalité, etc... c'est-à-dire à s'allier avec (se soumettre à) des fractions du Capital.

Pour nous, abattre concrètement ces mystifications, c'est soutenir et contribuer à la généralisation de ce qui, dans le combat quotidien, se situe sur le terrain de l'autonomie de classe, sur le terrain de la force, et non du droit, ou du statut.

Sur son chemin, la classe trouve aussi un obstacle important qui est la dissociation du but et des moyens, sous l'aspect le plus fréquent de programmes de transition, de programme minimum, de revendications transitoires, qui en fait, loin d'être des étapes, des "marche-pieds", des "leviers" visent à la démocratisation du Capital, à sa reforme et non à sa destruction. De toute façon, le Capital aura toujours intérêt à faire passer ses reformes, sa restructuration pour autant de "pas vers la révolution" et vers le socialisme.

A l'heure où la propagande chauvine s'intensifie dans les préparatifs de guerre, l'internationalisme est une exigence pratique accrue. La liaison pratique avec le prolétariat mondial contre la guerre, pour la défaite de toutes les bourgeoisies, la réaffirmation du mot d'ordre "l'ennemi est dans mon propre pays" (Liebknecht), la transformation de la guerre impérialiste en guerre civile internationale n'est pas une tâche pour demain. C'est déjà

abandonner aujourd'hui l'idéologie et la pratique nationale. L'intérêt national est partout l'intérêt du capital. Cette publication travaillera à centraliser l'activité internationaliste contre la guerre, contre le chauvinisme, contre la soumission des ouvriers à"leur" nation. Aujourd'hui, même si les insanités bourgeoises de Marchais sur l'intérêt national ne passent pas, le prolétariat reste marqué par la periode passée, par la dégenérescence de l'IC et ses prolongements ouvertement chauvins. De plus, le pacifisme represente un danger sérieux - l'alternative n'est pas guerre impérialiste ou paix impérialiste, mais guerre impérialiste ou guerre civile.

Plus la crise s'aiguise, et plus la bourgeoisie diversifiera ses attaques. Bien sur et toujours le Capital utilisera son appareil d'Etat, ses matraques, et ses lacrymos (pour l'instant). La rupture de la paix sociale ne se fait pas d'un seul coup. La tendance à l'autonomie et à retrouver des methodes de lutte prolétariennes se fait jour. Tendance à l'action directe, à la prise en main de la violence de classe: cette tendance minoritaire, notre publication la soutiendra résolument contre les partis et organisations bourgeoises de gauche et d'extrême-gauche qui calomnient et dénoncent ces tendances au nom de la majorité (encore soumise), au nom de la violence de masse, etc...

Nous incluons dans l'appareil d'Etat les syndicats, régulateurs de la production, garants du maintien de l'ordre dans les usines, garants de la division du prolétariat en catégorie, statut, ateliers, fixes, intérimaires, etc..., garants de la soumission au Capital. Contre les syndicats, contre les partis du Capital, cette publication se veut partie prenante de l'auto-organisation du prolétariat, de la création, de l'impulsion, de la généralisation des organisations indépendantes et autonomes, tenant compte du fait qu'aucune forme ne garantit rien, qu'un "conseil", qu'un "soviet", qu'une assemblée générale peuvent être bourgeois et donc à détruire.

La constitution en classe inclut la constitution en parti mondial, ce parti communiste mondial ayant comme tâche la direction du mouvement sur un programme communiste. Pour cela nous répétons avec Marx que le communisme n'est pas un idéal ou un recueil de recettes ou de principes à appliquer à la réalité, mais au contraire le mouvement réel de destruction de l'ordre établi. L'affirmation du programme est à la fois compréhension théorique de l'action et l'action elle-même.

Les tâches sont immenses, et les communistes une petite minorité. Le travail politique communiste doit englober toute l'activité en même temps abstraite, concrète, organisative. Notre presse doit remplir toutes ces fonctions. En particulier la revue territoriale, si elle veut être un véritable organisateur collectif, ne peut se contenter de diffuser des idées, ou d'être un simple echo de la lutte. De caractère agitatoire plus marquée que la revue centrale, son rôle est de regrouper les prolétaires pour l'action communiste. Le regroupement des ouvriers revolutionnaires ne peut se faire qu'au sein d'une communauté de travail. Notre revue doit tendre à être un des outils de centralisation et de formalisation de cette communauté de travail.

SOMMAIRE

- Présentation ..... PAGE I
- Luttes dans les foyers Sonacotra, contribution à un bilan 4
- Egalité des droits ou unité de classe I2
- Tract : introduction I6
"Réorganisons la lutte" I7

* *

**

Luttes dans Les foyers Sonacotra...

CONTRIBUTION à un BILAN

Toute l'histoire du mouvement ouvrier,depuis les premières luttes ouvrières jusqu'à aujourdh'ui,est marquée par une tendance historique,ressurgissant tout le temps:la nècessitè pour les ouvriers de s'unir dans des associations,par delà les frontières en tant que classe universellement soumise à la même exploitation,et qui s'affronte partout au même ennemi:le Capital.
Le mouvement prolétarien a subi de nombreux echecs,mais a accumulé aussi toute une expérience au travers de nombreuses luttes qui se sont menées partout dans le monde.
Une désorganisation réelle de la classe existe aujourd'hui,mais en même temps les tentatives du prolétariat à se reconstituer en classe,à affirmer ses intérêts généraux,se manifestent au travers de certaines luttes:à Longwy,les sidérurgistes dans la lutte sont amenés à se poser la question du droit au tra--vail;à Paris,lors de la manifestation du 23 mars,le refus,exprimé par une mino--rité d'entre eux,de la manif promenade des syndicats; à Alsthom-Belfortoù des ouvriers s'organisent pour riposter aux flics en cas d'attaque;aussi,des violentes explosions de colère àSaint-Nazaire,à Caen ,Saint-Chamond,Nantes,...chaque fois caractérisés par des débordements syndicaux,des affrontements violents avec les flics,et une retombée du mouvement aussi inattendue qu'avait été le début ;le mouvement des foyers Sonacotra,Aftam,et autres,qui s'organisent indépendamment et prennent eux-même la direction de la lutte .Mais le danger qui guette toute tentative à s'organiser sur une lutte précise,est de tomber dans le corporatisme, de ne pas voir que toute lutte partielle est une expression de l'effort général du prolétariat à se constituer en classe.
La bourgeoisie joue sur les divisions entre les ouvriers et cherche à les accentuer,parce que la désunion des prolétaires ,c'est sa force .
Le prolétariat ,pour réaliser sa force et son unité de classe,doit abattre ces divisions et sortir du cadre imposé par le capital.

Dans cet article nous regarderons de plus prés la lutte des foyers Sonacotra, qui depuis 5 ans en France est un point de référence important pour toutes les luttes ouvrières ,et a la sympathie ,sinon la solidarité active de la part d'un grand nombre d'ouvriers.

Les résidents ont démarré la grève dans les foyers sur la question des loyers , et contre l'encasernement qu'ils subissaient .La question des loyers a été le détonateur de la révolte contre les conditions de vie imposés aux ouvriers des foyers .Pour la première fois depuis bien des années,une lutte dans l'immigration brisait le cadre des nationalités,c'était un pas en avant dans l'internationalisme la démonstration que le prolétaire algérien ,marocain,ou yougoslave,est soumis à la même exploitation,au même ennemi ,et que son intérêt immédiat est de s'unir pour abattre cet ennemi.
Pour l'organisation et l'extension de la lutte ,un comité de coordination a été crée environ 9 mois aprés le début de la grève.ce comité a pris en charge la mobilisation ,l'agitation dans tous les foyers Sonacotra,et a centralisé l'action de façon unitaire .Aujourd'hui,aprés 5ans de lutte ,le C.Cn'est plus qu'un obstacle à la lutte!D'avant-garde du mouvement,capable de mobiliser des forces,de centraliser la lutte ,de développer la force en faveur des résidents par rapport aux syndicats,PC,PS,flics,...il ne fait plus que laisser les résidents dans leur isolement face aux attaques des syndicats et C.R.S,pire il s'oppose de fait à toute résistance active contre les expulsions ,en prêchant le pacifisme ,l'unité avec les sections syndicales,et la mobilisation autour de la bataille juridique!

Il s'agit de bien saisir le lien entre les capacités du mouvement à dépasser ses propres faiblesses, et l'action consciente de l'avant-garde à la tête de ce mouvement, entre ce que le mouvement portait comme potentialités, et le rôle dirigeant qu'a joué son avant-garde organisé dans la lutte. Il serait STERILE de désigner le CC comme responsable (le CC était caractérisé par une hétérogénéité extrême, et une fluctuation presque constante au niveau de la participation de ses membres) des faiblesses qu'il y avait dans le mouvement. Désigner les faiblesses, en examiner les causes, analyser la part qu'a joué le CC dans le déroulement de la lutte, et la part qu'il joue encore aujourd'hui, tout cela ne peut se faire qu'à la lumière de l'ensemble des données du mouvement proletarien d'aujourd'hui, non pas pour désigner un coupable, mais pour nous permettre de dépasser les faiblesses, de désigner les obstacles pour la suite de la lutte, et de mettre en avant les perspectives. Une fois que le CC est devenu incapable d'analyser le mouvement, et d'ouvrir des nouvelles perspectives pour la lutte, c.à.d. qu'il n'arrive plus à remplir son rôle d'avant-garde, et quen plus, il revient en arrière sur certains acquis politiques du debut, pour en proposer d'autres, bourgeois ceux-là, nous devons attaquer impitoyablement ses positions, et nous battre contre le CC.

La force de la lutte des foyers Sonacotra résidait dans la détermination des résidents, la volonté et le besoin pour les résidents de s'organiser eux-mêmes, de dégager une avant-garde active, comptant avant tout sur la force que représentent les ouvriers en lutte (et non de se reposer sur telle ou telle organisation "reprsentative" ou qui a "un certain poids", comme cela a existé dans d'autres luttes immigrés, par exemple les "sans-papiers" !). Les barrières entre ouvriers de nationalités différentes, et qui jusque-là avaient tant caractérisé les luttes immigrés, étaient détruites dès que le premier foyer s'était mis en grève. Tout cela trouvait son expression la plus claire dans l'existencd du CC. La part du CC dans le développement de la lutte a été très importante: les grandes mobilisations étaient organisées par le CC et corresdaient aux besoins de la lutte. Ainsi par exemple, dans la plupart des foyers, après les expulsions des I8 délégués, la grève était arrêtée. C'est la détermination des délégués des résidents qui a permis le redémarrage de la grève (avec une ampleur plus vaste qu'avant-notamment extension de la lutte vers la Province), qui a abouti à la mobilisation de l'ensemble des résidents et de nombreux prolétaires attirés par la force de ce mouvement, ce qui a imposé un recul à la bourgeoisie (le retour de I6 expulsés). Les mises en garde du CC par rapport aux syndicats (le tract du CC - juillet '78 - "Les résidents finiront par comprendre tôt ou tard que la direction CGT n'est pas capable de défendre les intérêts des travailleurs, et qu'elle s'entend très bien avec M. Stoléru.") poussaient les résidents à renforcer leur autonomie contre les saboteurs: confier la lutte et la mobilisation aux syndicats et partis de gauche, aurait signifié, enterrer la lutte dans une "riposte au plus haut niveau, sous toutes ses formes possibles, partout où nous travaillons", formule tellement chère aux syndicats.

Existaient également, dès le debut du mouvement, parmi les résidents en lutte, des tendances corporatistes, apolitiques et des illusions légalistes, reflet de la faiblesse générale de la classe aujourd'hui, de la non-existence d'une force de classe organisée, et de la domination des forces bourgeoises (PCF, syndicats, gauchistes, idéologie bourgeoise) sur le mouvement ouvrier. Or, ces tendances et illusions avaient alors peu de poids dans une lutte de fait UNITAIRE, FORTE (le mouvement ne faisait que s'élargir) et qui pouvait compter sur des dizaines de milliers de résidents, déterminés à lutter jusqu'au bout, sans concessions, contre l'exploitation qu'ils subissaient. Ce n'est qu'après, quand le mouvement commençait à s'essoufler, face à l'impuissance des résidents à sortir de leur isolement, et face à une bourgeoisie qui ne veut rien ceder aux résidents, et qui met en oeuvre tout son arsenal repressif pour casser la lutte (les syndicats, PC, PS, qui sabotent, dénoncent la lutte, suivi par les CRS, ou l'inverse !), que ces tendances et illusions ont pu prendre

le dessus, et par la suite aggraver l'isolement dans lequel se trouvait la lutte, et en accelerer la chute. Déjà, au meeting de retour des expulsés, en '76 à la mutualité, quand le mouvement avait encore toute sa force, le CC mets l'accent sur le fait que les expulsés sont d'"honnêtes travailleurs", qui "n'ont rien fait de mal"; les déclarations d'avocats et juristes occupent les 3/4 du meeting. A partir de ce moment-là, sauf rares exceptions, ce qui jusque-là n'était qu'une tendance de certains éléments du CC, va devenir la ligne systématique du CC, en s'appuyant sur les illusions démocratiques qui existaient dans le mouvement. C'est la faiblesse de l'ensemble du mouvement, et notamment son incapacité à sortir du cadre des foyers-immigrés et à créer des liens avec d'autres travailleurs en lutte, qui est responsable pour la tournure initiale du CC vers le terrain légaliste (s'il y aurait eu davantage de perspectives pour la lutte, les partisans du légalisme auraient été neutralisé) et aussi pour la non-opposition du mouvement à cette tournure, une fois engagée. Le CC n'était que le reflet de l'incapacité du mouvement à dépasser son propre cadre de lutte.

Aujourd'hui, après la force et l'unité qu'a eu ce mouvement, une situation d'isolement et de démobilisation complète existe dans les foyers. Il est vital, pour la lutte Sonacotra, et pour l'ensemble du mouvement proletarien, de synthétiser l'expérience de cette lutte, d'engager un debat au sein du mouvement sur toutes les grandes questions qui ont été soulevés dans le déroulement de la lutte:

- la justice, les droits: que signifie lutter pour les droits ?
- de quelle autonomie le mouvement a-t-il besoin ?
- l'unité du prolétariat: comment l'atteindre, sur quelle base ?
- quelles perspectives pour la lutte ?

LA LUTTE POUR LES DROITS.

Bien que certaines tendances légalistes existaient depuis le debut, il est tout à fait significatif de voir que c'est au moment où la lutte commençe à s'essouffler, que ces tendances sont mises en avant par le CC, et par l'ensemble des gauchistes qui tournaient autour. Mettre en avant la revendication des droits, signifie permettre un renforcement de la lutte ... pour la bourgeoisie. Faire croire aux proletaires qui se font exploiter dans l'usine, enfermer dans leurs foyers-taudis, contrôler et traquer dans la rue, avec au bout souvent l'expulsion, faire croire que toute cette misère-là a pour seule cause l'absence des droits, des droits dont bénéficient par ailleurs les prolétaires "français" qui eux évidemment n'ont pas de problèmes!, voilà une évidence dont seuls nos militants de la démocratie ont le secret.

Au milieu '78, face à la repression qui s'abat sur la lutte des foyers, le CC oriente toute son activité sur le seul terrain légaliste et démocratique de l'opinion publique. Là où face aux attaques de la bourgeoisie, seule un renforcement de classe de la lutte aurait permis une riposte adequate à l'offensive bourgeoise, les résidents ont été de procès en procès, la combativité et la détermination qui existaient encore, se transformant de plus enplus en amorphisme et attentisme. Toute action offensive était reculée par rapport à la décision de tel ou tel procès. La crainte de s'attirer la repression en passant à l'action directe était agitée comme un épouvantail pour justifier l'attentisme. L'argument mis en avant par le CC, comme quoi il fa llait jouer sur les contradictions au sein de la justice est une tromperie. Comment situer toute sa lutte par rapport aux contradictions internes de la justice, et par ailleurs désigner cette justice comme une arme aux mains de la bourgeoisie ?!!!! Bidalou est l'exemple frappant de ce à quoi mènent ces positions. Au moment où le mouvement s'effrite de plus en plus, Bidalou rentre en scène comme le sauveur suprême (quel hasard !), pour renforcer les illusions sur l'efficacité de la justice (si elle est aux mains de gens "honnêtes") et pour resoudre les problèmes à la place de ces pauvres immigrés. Dès lors la nécessité du combat s'estompe et la mobilisation des ouvriers ne sert qu'au seul soutien de tel juriste "rouge", ou de tel démocrate.

Lutter pour les droits, signifie à coup sûr, la démobilisation des ouvriers (pas des démocrates, qui eux accourent), et donc le renforcement de la repression. Aujourd'hui, avec tous les procés, tous les Bidalou et autres filous qui soutiennent, jamais l'isolement des résidents n'a été aussi fort, jamais il n'y a eu autant d'expulsions, autant de saisies-arrêts sur salaires, etc... Sur le terrain des droits, la bourgeoisie a gagné à l'avance. Pour le prolétariat, il n'existe aucun droit, sinon celui de se faire exploiter; seule sa force lui permet de vaincre.

Revendiquer les mêmes droits pour les immigrés et les français, signifie ramener le mouvement derrière la bourgeoisie, cautionner (au lieu de les abbattre) les mystifications par lesquelles elle cache l'esclavage salarié et sa domination. Toutes les organisations présentes dans la lutte de la Sonacotra ont fait l'apologie de ces droits. Au lieu de combattre les illusions qui existent dans le prolétariat sur les pseudo-garanties qu'il peut obtenir par ces lois, les organisations gauchistes ont porté en avant la lutte pour les mêmes droits entre français et immigrés; se sont fait les défenseurs acharnés de la démocratie. Les exemples dans la réalité qui démontrent que les droits sont un leurre ne manquent pourtant pas: les ouvriers ont aujourd'hui le droit de faire grève, mais quel droit ? Celui en fait de faire de petites actions inoffensives, allant du débrayage de une heure, avec préavis de 8 jours, jusqu'à la "grande journée d'action" avec un "République-Nation" à l'appui. Mais que les ouvriers s'organisent, se mettent en grève illimitée et partent en manif vers les autres usines pour trouver les camarades, voilà que le dispositif policier se met en place, empêche les manifs ouvrières, occupent l'usine, et imposent le droit au travail le fusil dans le dos! Et les syndicats, éternels défenseurs des droits, de parler d'irresponsables par rapport à ces ouvriers.

Ce n'est pas le fait d'être français qui empêchera la bourgeoisie de jeter en prison un ouvrier révolutionnaire, et ce n'est pas la loi qui le fera sortir de sa prison, mais le soutien, la solidarité des prolétaires. Tant que le prolétaire reste dans le cadre imposé par la bourgeoisie, il a des droits. Dès qu'il se bats pour ses intérêts de classe, ces droits s'envolent en fumée. Ce n'est pas le fait que les immigrés n'ont pas les mêmes droits que les français, qui est la cause de leur exploitation plus serrée, ni de la division entr'eux et les autres ouvriers. Non, c'est la non-existance d'une FORCE DE CLASSE, la seule garantie qui existe pour les ouvriers, qui permet à la bourgeoisie de maintenir les immigrés dans leur isolement, et d'accentuer les divisions dans les rangs prolétariens, jouant sur les différences réelles qui existent, pas uniquement entre les différentes nationalités, mais aussi entre les différentes catégories (hommes/femmes, intérimaires/fixes,...).

Pour sortir de cet isolement, le mouvement des foyers Sonacotra n'a pas réussi à élargir la lutte au delà les limites des foyers, à l'ensemble de la classe ouvrière.

L'AUTONOMIE DE LA CLASSE OUVRIERE.

Dès le debut, l'autonomie de la lutte et du CC se voulait NEUTRE, c.à.d. ne s'occupant que des simples revendications qui étaient mises en avant, ne s'occupant pas des questions politiques, ne faisant pas de politique. Cette position était en contradiction totale et permanente avec le besoin, et le déroulement-même de la lutte. Le mouvement et le CC étaient constamment amenés à se poser des problèmes politiques, et presque toujours ils dépassaient de fait le cadre strictement "économique" qu'ils s'étaient fixé: pour leur position sur le PC par exemple, c'était clair - si au debut ils étaient contre le PC, plutôt par "purisme" que par autre chose, par la suite ils jugeaient le PC par sa pratique dans les foyers (sans prendre position plus globalement) et après parfois, le PC était jugé par rapport à sa politique d'ensemble dans la classe ouvrière, dans l'immigration. Ne pas se donner la peine de désigner clairement

les syndicats, les partis de gauche, et donc ne pas se donner les moyens pour combattre leur politique de sabotage et de dénonciation, c'est préparer le terrain pour ces partis.

Ecoeurés très souvent par les magouilles interminables, et les mensonges et hypocrisies de tous ceux qui "sont les seuls défenseurs des intérêts des ouvriers", l'apolitisme revendiqué est une expression logique de cet écoeurement, mais n'en reste pas moins un danger très grave pour la lutte. Comment parler d'unité avec les autres ouvriers, sans se poser le problème en termes politiques ? Comment parler de trahison des syndicats, sans regarder de plus près comment et pourquoi ? La lutte des ouvriers pour leurs besoins immédiats les oppose à leur ennemi de classe, la bourgeoisie, qui elle dispose de tout un arsenal repressif, de tout son Etat, pour écraser le mouvement. Lutter pour nos besoins immédiats, c'est déjà s'opposer à cet Etat !

Donc, chaque lutte partielle est de fait, si on le veuille ou non, une lutte globale qui touche à l'ensemble des aspects d'un affrontement plus ouvert avec la bourgeoisie, aussi bien l'aspect militaire (préparation face à la répression), l'aspect agitatoire (renforcement de la lutte, revendications,...), et l'aspect propagandiste (perspectives,...). De ne prendre en charge qu'un seul de ces aspects, ne peut que favoriser notre ennemi, justement parce que notre lutte doit toujours tendre vers une globalisation plus grande, une centralisation de toute l'activité, une unité grandissante.

Bien que beaucoup d'ouvriers se posaient des problèmes politiques (il serait absurde de prétendre que les résidents ne parlaient que de leurs conditions de logement), le mouvement n'a pas réussi à dépasser ce côté corporatif, et ça en grande partie à cause de l'apolitisme, l'autonomie neutre, revendiqué par le CC. Tout debat politique plus large que la plate-forme sera repoussé sous prétexte que le CC n'est pas une organisation politique et que cela risque d'amener la division au sein des résidents ! Malgré le "désir" du CC que les comités de soutien créé ne soient pas des "cartels d'organisation" (point 6 de la plate-forme des comités de soutien), dans la réalité ils ne seront que cela. Le CC a accepté ces cartels d'organisation du moment que ces organisations ne faisaient pas de politique: "Nous exigeons le soutien inconditionnel de toutes les décisions, initiatives et directives du CC ou des comités de résidents". Quel est l'ouvrier un tant soit peu conscient qui va accepter d'adherer à un mouvement dont on présente les intérêts comme ne concernant qu'une minorité et en plus, où il n'a aucun droit de regard sur la conduite de la lutte, sous prétexte qu'il n'est pas résident de la Sonacotra ! Seuls des démocrates et des curés peuvent accepter ce soutien en pleurnichant sur le sort de ces pauvres malheureux.
Et c'est ce qu'ont accepté toutes les organisations gauchistes présentes dans les comités de soutien, pensant que la démagogie et les flatteries envers les ouvriers leur permettraient d'en gagner quelques-uns.

Peut-être le rassemblement du samedi, 7 juillet à Garges, a le mieux illustré cet apolitisme: folklore, fête, musique,... mais des discusssions politiques: point. Et pourtant la lutte des résidents qui depuis plus de 2 semaines campaient en face du foyer occupé par les CRS, avait énormement besoin de la solidarité active: installé dans des tentes, ils n'avaient comme seule perspective que celle d'attendre. Ni le CC, ni aucune des organisations présentes dans la lutte n'ont su avancer les orientations que la situation exigeait: la préparation de la résistance active contre l'occupation du foyer par les CRS. Bien au contraire, tout ceux qui prônaient cette résistance active, et même ceux qui la rage au ventre, voulaient foncer sur les flics, étaient des "aventuriers", des "irresponsables". Il fallait attendre la rentrée, compter sur les sections syndicales , sur les Mitterand ,...

L'UNITE DU PROLETARIAT : COMMENT L'ATTEINDRE, SUR QUELLE BASE ?

Dans les foyers, si l'unité de l'ensemble des nationalités était dès le debut un fait, et c'était bien la première fois depuis bien longtemps, pourtant le problème de l'unité avec les ouvriers extérieurs aux foyers était posé depuis le debut. Il n'y a jamais eu, à part dans des cas précis où c'était effectivement possible, par ex. dans les manifestations centrales à Paris, une solidarité active de la part ni des autres immigrés, ni de la part des ouvriers "français". Donc, ce n'était pas uniquement une question de division entre Français et immigrés: la lutte des foyers est restée isolée du reste de la classe ouvrière !

Passons sur le fait que la lutte pendant un moment était présentée comme une lutte des immigrés, ce qui évidemment ne favorise pas tellement l'unité.

L'unité se fera par l'organisation autonome des ouvriers !

Depuis longtemps les syndicats, PC, PS, et les groupuscules d'extrême-gauche, se sont distingués, aussi bien dans la lutte des foyers, que dans les usines, par leurs capacités de sabotage de la lutte: en la menant sur le terrain democratique, parlementaire, populaire,... (n'importe quel terrain, SAUF sur le terrain de la lutte de classe), ou bien en s'opposant ouvertement aux travailleurs en lutte. Nous devons combattre ces champions dans la défense des ouvriers, et les dénoncer pour ce qu'ils sont: des partis bourgeois.

L'unité se fera autour des revendications de classe !

L'unité du proletariat peut se construire dans la lutte pour les intérêts immédiats, si ces intérêts sont de réels intérêts de classe, et non simplement des intérêts de corporations ou de catégories. C'est un besoin pour la lutte que les divisions imposées par la bourgeoisie soient abattues pour permettre qu'une véritable force de classe se constitue. Dans la lutte sur des revendications corporatistes, c.à.d. spécifiques à un seul secteur, et qui ne concernent que ce secteur, cette catégorie: point de salut. L'élargissement vers d'autres secteurs est impossible, la lutte reste isolée, le rapport de force reste en faveur de la bourgeoisie: elle réprime le mouvement, elle le laisse pourrir,... Les ouvriers restent isolés de leurs camarades de classe. Nous devons tenir compte de la situation particulière qui est celle des immigrés (ou autres catégories), et nous appuyer sur cette spécificité (qui d'ailleurs fait que ce "secteur" entre en lutte bien avant les autres) pour démontrer que seule une force toujours grandissante peut abattre les divisions entre les ouvriers, et que donc il faut se donner les moyens pourque cette force puisse se constituer. La défense des intérêts des ouvriers immigrés passe inévitablement par la lutte pour des revendications qui intéressent l'ensemble de la classe ouvrière, par la défense des intérêts de la classe ouvrière toute entière.

Pour la question des foyers, c'est une question qui touche toute la classe ouvrière; tous les ouvriers sont confrontés aux problèmes de logement, de loyer. Mais encore faut-il ne pas limiter ce problème à un seul problème immigré, ou pire, un problème des résidents Sonacotra, Aftam,..., mais il fallait mettre en avant dans les revendications l'intérêt de tous les ouvriers. Se battre pour la gratuité des logements, c'est une revendication qui repondait aux besoins des residents en grève, et qui aurait permis l'élargissement de la lutte vers d'autres secteurs de la classe ouvrière.

Essayer de dégager dans chaque lutte qui se mène les mots d'ordre qui unissent le classe, lutter en sachant n'être qu'une partie d'un tout, c'est le seul moyen de sortir du cadre corporatiste et de briser le terrible isolement dans lequel les ouvriers se battent. La prise en charge d'un travail systématique de propagande et d'agitation, autour des axes de la lutte (logement, répression, exploitation) dans l'ensmble de la classe ouvrière,

dans les ateliers, les chantiers, les autres secteurs en lutte; la mise en place d'une structure permettant la mobilisation la plus large parmi les ouvriers autour de ces revendications de classe, aurait permis des initiatives dont l'ampleur pouvait de loin dépasser le cadre des foyers. La mobilisation dans les foyers était tellement forte (le I8 novembre '78: plus de IO 000 manifestants dans la rue) que des initiatives telles que la préparation d'une manifestation offensive pour la gratuité des logements, pouvaient être envisagé. Ou pour des augmentations générales des salaires, plus fortes pour les salaires les plus bas; c'est autour des revendications de ce type que l'unité devient possible.

L'unité ne sera jamais le produit des magouilles entre les syndicats, les partis, ne tombera jamais du ciel, ou d'ailleurs, ni ne se fera avec des democrates, ou autres progressistes.

L'unité se fera dans la lutte directe contre l'exploitation !

C'était la mobilisation des résidents et du CC qui avait permis le retour des expulsés. Les résidents au debut de la lutte n'avaient pas hésité à briser la légalité en imposant les réunions dans les foyers, en vidant les gerants racistes. Ils avaient montré qu'ils n'avaient rien à attendre de "la lutte responsable" tellement chère aux syndicats, mais que le seul moyen d'obtenir ce qu'ils voulaient, c'était de le prendre. Ce n'est qu'après que le problème de la répression a été agité comme un épouvantail. Le problème de la répression se pose toujours pour les ouvriers qui entrent en lutte. Mais ce sont ni les droits, ni la soumission qui peuvent resoudre ce problème: la bourgeoisie et le prolétariat ont toujours des intérêts antagoniques, et dans cette opposition il n'y a que la force qui intervient ! Donc ceux qui travaillent objectivement à la liquidation de cette force, en préconisant la lutte pour les droits, en cherchant la solidarité chez les partis bourgeois (PC, PS,...), en condamnant la lutte directe parce que c'est illégal, tous [illegible] ne font que préparer le terrain pour les forces répressives. C'est pure illusion et démagogie de prétendre qu'on peut échapper à la répression. On n'y échappe pas, et le seul moyen pour ne pas en être la victime, c'est de se donner les moyens pour s'opposer à la répression.

Se battre contre la répression, veut dire, préparer la lutte, prendre en charge la TOTALITE des tâches qui découlent de la lutte, y compris la [illegible] violence [illegible] sécurité, piquets, [illegible]nt, [illegible] ...
L'unité se fera contre la légalité, terrain bourgeois qui nous mène directement vers l'impasse, et ...vers les prisons ([illegible])

LES PERSPECTIVES POUR LA LUTTE.

Aujourd'hui la situation dans les foyers est à la démobilisation, la dispersion, et le découragement. Beaucoup de résidents s'interrogent sur le CC, ou ne lui font plus confiance, ou le critiquent et l'attaquent ouvertement. Pour la lutte le CC est mort: il persiste dans sa ligne du légalisme, et continue à chercher le soutien chez les sections syndicales, les democrates, les juristes,... Toute reprise de la lutte, toute préparation pour cette reprise se fera contre le CC.

Quelques foyers restent en grève; des résidents, malgré et à cause de leur isolement, cherchent des moyens pour briser cet isolement, pour ne pas rester désarmé face à la Sonacotra, qui accelère ses attaques contre les résidents: elle multiplie les expulsions, force les résidents à signer des contrats très durs, augmente les loyers, ordonne des saisies-arrêt sur les salaires...: l'heure est à la répression.

Ces attaques s'inscrivent dans l'aggravation des conditions de vie que la bourgeoisie impose à l'ensemble de la classe ouvrière (augmentation

des loyers, blocage des salaires, chomage,...) et aujourd'hui plus particulièrement aux travailleurs précaires: les immigrés, les intérimaires, les chomeurs, les stagiaires,...

Pour les travailleurs immigrés, les expulsions se préparent par centaines de milliers, et dans les quartiers immigrés (aussi les foyers Sonacotra) la bourgeoisie a mis en place son dispositif policier pour mieux contrôler, encadrer, et réprimer ce "secteur". Les lois Stoléru, Bonnet, Ornano viennent se rajouter aux autres lois, circulaires, notes de service, afin de régulariser au niveau juri dique ce qui déjà se fait dans la réalité ! La riposte contre ces attaques doit donc s'inscrire dans la perspective d'une lutte plus large de l'ensemble de la classe ouvrière.

Dans les foyers aujourd'hui il reste des forces qui continuent la lutte. Vu le découragement qui existe parmi la plupart des résidents, les possibilités de mobilisation sont aujourd'hui extrémement réduites. Les camarades qui ont cessé la grève, ne peuvent être regagné à la lutte qu'avec des perspectives de lutte claires. Pour ça, il est absolument indispensable que les résidents encore en lutte mettent en place des structures leur permettant d'avoir des liens réguliers avec le plus grand nombre de prolétaires, aussi bien à l'intérieur des foyers, qu'avec des éléments extérieurs. Avec ces structures, ces contacts, il s'agit en premier de faire un bilan de la lutte comme elle a été mené jusqu'à maintenant, d'en tirer les leçons, afin de se servir de ce qui était positif dans la lutte, et de ne plus recommencer les erreurs qui ont été commises. Il est important que ce travail prenne un caractère le plus ouvert possible, tenant compte des centaines de mouchards que la Sonacotra a parachuté dans les foyers, pour que le découragement après la défaite puisse se transformer en critique et conscience.

En même temps, il s'agit de prendre en main la préparation de l'ensemble des aspects de la lutte pour les combats à venir, de façon, enrichi par l'expérience des luttes passées, à pouvoir entamer la lutte dans les meilleurs conditions possibles.

C'est les conditions matérielles qui poussent les prolétaires à engager le combat contre l'exploitation: l'accéleration et l'aggravation sans arrêt des attaques contre la classe ouvrière, font mûrir les conditions objectives qui feront éclater les revoltes, les luttes.

Ce qui frappe dans les luttes de ces derniers temps, c'est d'un côté la violence, la dureté des luttes, mais de l'autre côté l'improvisation totale, l'impréparation qui accompagne ces luttes. Si un travail systématique de préparation n'est pas engagé par les ouvriers les plus combattifs aujourd'hui, la situation et le rapport de force dans les affrontements à venir restera en faveur de la bourgeoisie (qui elle, continue à perfectionner et développer ses capacités répressives), et nous ne sortirons pas du terrible isolement dans lequel nous nous débattons aujourd'hui.

EGALITE de DROITS OU UNITE de CLASSE ?

Le besoin de l'unité est aujourd'hui fortement ressenti dans la classe ouvrière, particulièrement dans ses couches les plus combat ives. Le sentiment de ce besoin s'accroît même de jour en jour, à mesure que l'offensive capitaliste s'approfondit. Mais l'unité de classe du prolétariat, pour passer au stade de réalisation concrète, nécessite davantage qu'un simple sentiment. Elle exige que se développe la compréhension des moyens appropriés à traduire en actes, et sur une base de classe, le sentiment unitaire qui s'empare progressivement des masses prolétariennes.

Cette compréhension implique aussi la clarté sur les pièges à éviter, sur les propositions d'action qui désunissent au lieu d'unir dans la lutte contre le capital. Parmi les mots d'ordre qui n'apportent que confusion et désunion, nous paraît figurer en bonne place la revendication d' "égalité des droits". Cette dernière est souvent considérée à la fois comme un besoin fondamental des ouvriers immigrés (cf. "Contribution à un bilan" dans la présente publication) et comme un stimulant à l'unification du prolétariat. En réalité, elle n'est ni l'une ni l'autre. Loin de contribuer à faire avancer le mouvement, elle ne peut servir qu'à le tirer en arrière.

Ce n'est pas pour rien que les syndicats et les partis de gauche, qui se prononcent ouvertement pour le contrôle de l'immigration, en arrivent aussi de plus en plus fréquemment à revendiquer l' "égalité des droits". Dans leur combat pour une démocratie plus juste, ils s'alignent ainsi sur les groupuscules d'extrême-gauche qui jusqu'à présent ont été les principaux propagandistes du mot d'ordre d'"égalité des droits" dans la classe ouvrière.

Cet article veut montrer comment cette revendication (ou ses variantes) est totalement incompatible avec la lutte pour l'unité de classe du prolétariat. Il sera d'abord nécessaire d'éclaircir ce qu'est le "droit" avant de prouver que la lutte pour son "égalisation" est au mieux une illusion désastreuse que se font les ouvriers eux-mêmes, au pire une politique cynique de désorientation, de division et de désorganisation émanant directement de la bourgeoisie.

LA MYSTIFICATION DES DROITS DEMOCRATIQUES.

"La démocratie est la forme supérieure de l'Etat bourgeois, c'est-à-dire de la domination de la classe capitaliste sur les travailleurs." Cette constatation, qui figure dans le programme de toutes les organisations communistes de l'histoire, n'est pas un exemple de phraséologie radicale pour les jours de fête ou de congrès: c'est le constat le plus réaliste, le plus terre-à-terre qui soit. L'oublier dans la pratique du combat quotidien, ne peut conduire qu'à l'anéantissement des capacités de lutte du prolétariat. Le fascisme - ou sa forme pseudo-communiste: le stalinisme au gouvernement dans les pays de l'Est - interdit officiellement toute liberté de mouvement à la classe ouvrière. La démocratie, par contre, "garantit constitutionellement"

les fameuses libertés d'association, de grève, de presse, etc... pour le prolétariat.

Qu'en est-il exatement ? Nous prétendons que, comme forme d'oppression des ouvriers par le capital, la démocratie est supérieure au fascisme parce qu'elle allie la répression du fascisme au mensonge des droits démocratiques. La démocratie peut faire croire qu'il y a liberté de mouvement pour la classe ouvrière, c'est-à-dire capacité à s'organiser librement en force de classe pour l'insurrection, là où il n'y en a aucune. La démocratie impérialiste accorde des libertés dans la mesure unique où elle est assurée par ses agents en milieu ouvrier (PC, PS, syndicats, groupuscules d'extrême-gauche, etc...) que ses "libertés" sont vidées de contenu subversif et que la classe ouvrière n'a aucun moyen d'en faire usage pour s'attaquer à l'économie nationale et à l'Etat bourgeois qui la protège. Prenons quelques exemples très clairs et qui sont bien connus de tous les ouvriers.

Le "droit d'association" ne signifie, pour les travailleurs, que le droit de s'affilier aux syndicats qui sont chargés de maintenir la paix sociale et du marchandage de la force de travail dans des limites acceptables pour la rentabilité de l'entreprise et de l'économie nationale. Que les ouvriers s'avisent de remettre en causes ses limites qui garantissent leur exploitation, qu'ils balancent par-dessus bord les revendications "responsables", qu'ils s'organisent par eux-mêmes et pour eux-mêmes, et l'on voit aussitôt intervenir non seulement les flics officiels pour attaquer les ouvriers, mais aussi les flics officieux que sont les syndicats pour saboter leur lutte et détruire leur association.

Le "droit de grève" a pour complèment dans la loi ce droit qui le contredit: la "liberté du travail", c'est-à-dire concrètement l'interdiction des piquets autres que symboliques. Le "droit de propriété" interdit de toucher à l'appareil productif par le sabotage, ou de bloquer l'entrée et la sortie des produits pendant la grève. Enfin le "droit de grève" ne peut lui-même s'exercer que dans le cadre des organismes reconnus par l'Etat (les syndicats): la grève sauvage est donc illégal. Le "droit de grève" n'est que la "liberté" d'arrêter le travail sans nuire au patron ! Il s'agit de la proscription de fait de la grève réelle qui ne peut se mener qu'en ne s'imposant ni préavis, ni limitation préalable de durée (deux "devoirs" que le "droit de grève" impose au contraire), ni renonciation aux piquets actifs et au sabotage, etc...

La "liberté de presse" est complétée dans toutes les constitutions du monde par une serie d'interdits quand à son contenu. Aujourd'hui si dans certains pays la presse révolutionnaire circule encore "librement", c'est que, par son faible impact actuelle, elle ne gêne pas trop l'Etat. Dés que celui-ci le jugera opportun, il trouvera toujours un article de loi quelconque pour interdire, très démocratiquement, une serie de publications. Que l'on tourne simplement les yeux vers l'Italie: le compte-rendu exact du"terrorisme dans les usines" tombe sous le coup de la censure (il n'y a même pas besoin de prendre position pour ou contre). Les journaux "autonomes" complètement démocrates et qui adoptent une position"anti-terroriste" par principe, ont déjà fait les frais de cette censure. A ce que l'on sait, la démocratie bourgeoise n'est pas abolie en Italie.

On pourrait faire ainsi le tour de toutes les prétendus "libertés" qu'accorde la bourgeoisie. Le même constat reviendrait toujours: le droit bourgeois est à ce point perfectionné que les "constitutions démocratiques" n'accordent des droits aux ouvriers qu'avec, inscrits dans la marge, des droits qui les annulent. Les raisons de cette annulation sont parfois les plus cyniques: par exemple, au"droit de manifestation" s'oppose le droit des automobilistes et des piétons à circuler dans les rues; au "droit d'affichage" s'oppose le droit du citoyen à la propreté des murs, etc....

Mais dans tous les cas, l'annulation est bien réelle: le "droit" hypocritement concédé aux ouvriers n'est qu'une mystification.

Le synonyme de "liberté, égalité, fraternité" n'est rien d'autre que "flics, nervis syndicaux, bandes fascistes". Tous collaborent pour faire évacuer les usines en cas de grève de classe, pour faire la chasse aux "provocateurs" (I) dans les manifestations de rue, pour dénoncer, bastonner, emprisonner les éléments avancés de la classe ouvrière qui s'efforcent d'organiser leurs camarades de lutte.

UNE QUESTION DE FORCE, NON DE "DROIT".

La capacité d'action de la classe ouvrière est l'air sans lequel elle ne peut vivre. Pour développer ses luttes et se constituer en force organisée, le prolétariat a besoin de se réunir, de développer sa presse et sa propagande, de s'associer, de faire des grèves, des occupations d'usines, d'organiser des manifestations, de libérer des camarades emprisonnés, etc...

La réalité de chaque jour prouve que la démocratie réprime l'ensemble de ces besoins de manière aussi impitoyable que le fascisme. Sous toutes les formes de la domination bourgeoise, la liberté de mouvement de la classe ouvrière n'est donc pas autre chose que la capacité d'action et d'organisation qu'elle se forge elle-même. Le mouvement ouvrier ne peut conquérir et préserver ses armes de lutte qu'à la seule condition de développer ses positions autonomes de combat (2).

Cette condition fondamentale est détruite dès qu'il est fait appel à la loi, à la justice, etc... pour défendre les armes de classe des ouvriers. Faire appel à la loi, c'est faire appel à l'Etat qui garantit les lois. En d'autres termes, c'est demander à l'Etat bourgeois, dont la fonction première est de réprimer les ouvriers, de cesser de le faire, de se ranger du côté des exploités à l'encontre de sa propre nature !, Pour imaginer cette possibilité, il faut vraiment confondre la guerre de classes avec un code de chevalerie. L'Etat bourgeois est lié par mille liens à la classe des capitalistes dont il constitue précisément l'organisation militaire dans la lutte entre les classes. Appeler l'Etat bourgeois à prendre parti pour la classe ouvrière, revient à demander aux capitalistes de renoncer à exploiter et à opprimer "leurs" ouvriers ....par soucis de philanthropie !

Les capitalistes ne sont pas des philanthropes et ne le seront jamais. Il est donc parfaitement utopique de leur demander des "droits" pour lutter contre eux. Le principe régissant la lutte de classe est: qui a la force a le droit ! C'est la force qui donne raison aux prolétaires ou aux capitalistes, jamais ce qui est écrit dans la loi. La revendication de "droits" pour les ouvriers n'est pas seulement utopique, elle est réactionnaire. Elle ne sert qu'à amoindrir la compréhension des travailleurs sur cette question essentielle: le niveau de leurs conditions de vie et de lutte dépend uniquement du rapport de force entre leur classe et la classe ennemie, et par conséquent pour une large part de leur propre combatibité et de leur propre organisation.

Il y a plus encore: la revendication du "droit", quelle que soit son objet, livre les ouvriers pieds et poings liés à leurs adversaires cachés, aux démocrates de tous poils qui sont précisément dangereux parce qu'ils font semblant d'agir pour améliorer le sort de la classe ouvrière. Ce sont eux qui tirent les ficelles de la "reforme du droit constitutionnel" dont il faudrait espérer des merveilles pendant que les bruits de bottes retentissent dans les usines et dans les cités ouvrières. La revendication du "droit" conduit à remettre la direction du mouvement prolétarien aux démocrates, en cachant la seule voie qui peut lui permettre d'acquérir son autonomie: l'action directe, c'est-à-dire l'affrontement sans intermédiaire entre les ouvriers et les capitalistes, en excluant tout recours à la médiation forcément défaitiste des "autorités", des "hommes politiques" et des députés auprés des gouvernements bourgeois.

L'EGALITE DES DROITS: UNE ETAPE VERS LA REVOLUTION ?

L'obtention par les immigrés des mêmes droits que leurs frères de classe français, est représenté par "les révolutionnaires" comme un pas en avant vers l'unité de la classe ouvrière, et donc comme une étape nécessaire vers la révolution. Là encore cette justification ne fait que refleter des incohérences et des incompréhensions quant à la nature du capital. En dehors de la question des droits, il est faux de présenter l'unité de la classe ouvrière comme une donnée absolue et statique. L'unité de la classe ouvrière est un processus, un mouvement qui se détermine (c'est-à-dire se renforce, ou se défait) en fonction de la constitution des ouvriers en classe, et est donc directement liée au rapport de force entre les deux classes.

La classe ouvrière n'existe que dans son opposition avec la bourgeoisie, et donc ne s'exprime pas de façon homogène, mais bien au contraire, sa manifestation se fait toujours au préalable à travers une partie des ouvriers qui entrent en lutte avant les autres. Les actions de cette minorité d'ouvriers peut convaincre d'autres franges d'ouvriers à s'unir avec leurs frères de classe, et à entrer dans la lutte également. Donc l'unité du prolétariat est DIRECTEMENT liée au processus de sa constitution en classe: elle ne peut pas être détaché de l'évolution du rapport de force entre la classe ouvrière et la classe bourgeoise. C'est donc uniquement en frappant de plus en plus fort son ennemi de classe, que le prolétariat peut renforcer son unité. Cette force tombe, l'unité disparait avec. Vouloir présenter l'unité en dehors de ce mouvement est peut-être très idéaliste, mais de peu d'utilité pour les révolutionnaires: cette conception mène nécessairement vers des abbérations: l'unité devient une mystification qu'il s'agirait d'obtenir par on ne sait pas trop quelle pirouette, ou qui pour certains tomberait du ciel du moment que l'ensemble de la classe ouvrière se mettrait à lutter (on se demande par quelle magie ?).

Le capital est un rapport de production mondial, caractérisé (entr'autre) par le développement contradictoire des forces productives (cadences insupportables pour les ouvriers, allant de pair avec le chomage permanent pour une armée industrielle de réserve/surdéveloppement de certains pays/regions, allant de pair avec le sous-développement d'autres pays/regions). Ce ne sont pas les idéaux, ni la méchanceté des bourgeois qui déterminent ce développement contradictoire et absurde, mais le rapport de production capitaliste lui-même, engendré et déterminé par la loi de la valeur. Le prolétariat, par son existance, par son opposition fondamentale à la classe bourgeoise est lui-même la mise en cause du système. Poussés par les conditions de leur vie, les ouvriers sont de plus en plus contraints d'affronter les causes de leur misère, c'est-à-dire les bases mêmes du système capitaliste; ils sont contraint d'agir contre la légalité, contre l'ordre établi, et ça souvent indépendamment de la conscience qu'ils peuvent avoir à ce moment-là des implications de leurs actions. Nous devons combattre les forces qui essayent, en introduisant toujours de nouvelles mystifications, de contenir ces luttes au sein du cadre capitaliste.

Pour nous l'unité de la classe ouvrière n'est pas le produit d'une lutte pour les droits, ni un fantome qui tombe du ciel, mais elle se forge à travers les luttes des ouvriers pour leurs besoins immédiats, en se dotant d'une organisation centralisatrice autonome, en luttant avec des methodes de classe pour des revendications qui couvrent les besoins qui sont ceux de l'ensemble de la classe ouvrière. Dans ces luttes, mettre en avant les perspectives pour aller vers un affrontement des classes de plus en plus important, tel doit être l'intervention des révolutionnaires.

Notes : (I) C'est le mot qu'emploie la bourgeoisie et ses laquais syndicaux pour désigner les ouvriers déterminés à lutter sans concessions.

(2) L'autonomie n'est pas la "liberté" de chacune des fractions ouvrières à agir en toute indépendance par rapport aux autres, mais par rapport à la bourgeoisie, ses institutions et son idéologie.

TRACT

I.

Le tract que nous publions ci-après est une des formes du travail d'intervention dans la classe ouvrière,faite par des militants révolutionnaires.Ce "secteur" représente l'exemple typique de luttes où nous nous devons d'intervenir afin de dévellopper et affermir le mouvement communiste.Il a la caractéristique d' indiquer les grands axes généraux de la lutte nécessaire à mener vers l'objectif d'une unité des ouvriers,qui entrent en action contre le capital,d'orienter le combat contre les organisations réformistes,contre les syndicats,le légalisme,le démocratisme.Il a l'avantage de montrer,de synthétiser l'orientation nécessaire afin d'arriver à une rupture avec la bourgeoisie,il met en avant l'action directe qui se concrétise par des formes de lutte qui tranchent radicalement avec toute sorte de réformisme.Mais de plus,il critique le mouvement en tant que tel,la résultante des erreurs commises est là pour démontrer qu' à l'heure actuelle,il n'y a qu'une possibilité pour les résidents qui veulent continuer le combat de classe,c'est celle de lutter en dehors et contre le comité de coordination.Néammoins,le tract comporte des faiblesses,dans son titre d'abord et dans la partie venant immédiatement aprés le troisième point.Le titre laisse présager qu'il y a possibilité de relancer la lutte dans le cadre même des foyers.Mais dans ce cas,si c'est possible,ce genre de titre n'a guère sa place ici,car il donne une image restrictive ,corporatiste de la lutte d'un côté et d'un autre il tend à évincer les erreurs fondamentales qui ont été commises,sans parler des possibilités effectives de relance de la lutte.

Néammoins le contenu du tract contrecarre ce point car il indique la nécessaire centralisation organisationnelle de toutes les luttes ouvrières. D'autrepart ce ne sont pas les incantations stériles à la conscience nécessaire pour avancer dans les luttes qui de fait feront avancer celles-ci, bien au contraire,car ce type de propagande ne fait que contribuer à renforcer la séparation être-conscience,et par conséquent ne font que renforcer le trouble existant,de même que les cloisons étanches mises en place par le capital afin d'empêcher la globalisation des luttes prolétariennes. Les trois points cités suffisent pour indiquer de façon globale au niveau d'un simple tract l'orientation générale à suivre.

= = = =

REORGANISONS LA LUTTE

Depuis I978, la bourgeoisie se montre férocement déterminée à liquider une fois pour toutes la lutte des foyers. Après cinq ans de mobilisation, les résidents se retrouvent aujourd'hui expulsés ou contraints de signer des protocoles de négociation très durs. Ils sont isolés face à la répression et aux diktats de la bourgeoisie. Pourquoi ?

La responsabilité de cette situation incombe en premier lieu aux agents de la bourgeoisie en milieu ouvrier -PC, PS, syndicats, groupuscules d'extrême-gauche - qui loin de chercher à renforcer l'organisation de la lutte, s'efforcent au contraire, par tous les moyens d'empêcher les résidents de lutter sur leur propre terrain: celui de l'action directe, avec des revendications et des méthodes servant à unir leurs rangs avec ceux de tous les ouvriers en lutte contre le capital.

Malgrè le sabotage constant des organisations réformistes, il existait une mobilisation dans de nombreux foyers, une volonté de résister aux flics et de n'accepter aucun ultimatum sur les loyers. Une résistance réelle n'a pu s'organiser. Pourquoi ?

Essentiellement en raison de la politique opportuniste et néfaste du Comité de Coordination lui-même. Les résidents s'étaient donnés le Comité de Coordination pour diriger leur lutte. Mais ce sont finalement les éléments les plus conciliateurs avec la bourgeoisie qui l'ont emporté, transformant le C.C. en une secte qui n'exprime plus la volonté et les besoins de la lutte des foyers. Le Comité de Coordination n'est aujourd'hui rien d'autre qu'un groupe de pression sur la justice bourgeoise. Or ce ne sont pas les appels aux lois, à l'"opinion démocratique" et à la justice qui font reculer l'Etat, ses juges et ses flics. Seule une force de classe organisée le peut !

Ce n'est pas cela que met en avent le C.C. Depuis longtemps, il ne propose plus que d'attendre passivement un miracle judiciaire ou le coup de grâce. Il s'oppose même dans les faits à toute initiative et proposition qui donnerait les moyens d'une résistance active, fondée sur l'union de tous les prolétaires disposés à continuer la grève illimitée des loyers, à en assumer la prise en charge politique et financière, à défendre de manière organisée les foyers contre les flics, à coordonner la lutte avec le combat quotidien dans les autres cités ouvrières et dans les usines (perspectives et methodes de combat sans lesquelles la lutte des résidents est certainement voué à l'échec.)

Le Comité de Coordination prétexte maintenant l'isolement pour dire que "tout cela n'est pas possible". Or toute lutte de la classe ouvrière aujourd'hui se heurte à la répression et à l'isolement. Si le problème de la défense des résidents touchés par la répression se pose, il est sûr que ceux-ci sont visés dans le cadre d'une attaque qui ne frappe pas les seuls résidents, mais les éléments combattifs de toute la classe ouvrière.

Le réel problème est donc de sortir de la situation terrible où tous les groupes de prolétaires en lutte sont isolés, séparés les uns des autres, cloisonnés en autant de compartiments étanches.

Cela ne peut se faire qu'en combattant tous ceux qui veulent la liquidation du mouvement ou agissent objectivement dans ce sens, et donc aussi en dehors du Comité de Coordination et contre ses éléments dirigeants qui propagent des methodes de démoralisation et de défaitisme.

L'intérêt de tous les ouvriers en lutte est de s'unir dans une même organisation, sur des revendications essentielles et communes à toute la classe ouvrière, avec des methodes unitaires qui rompent avec les pratiques légalis-

tes, pacifistes, et démocratiques des syndicats, des partis de gauche et d'extrême-gauche, et en fin de compte du C.C. lui-même. Cette union ne peut se faire qu'en surmontant les barrières de nationalités, de catégories, de "statuts" ou de "droits" différents (ces derniers ne servant qu'à camoufler l'absence de tout droit pour n'importe quel ouvrier affrontant le capital, l'ensemble ne servant qu'à diviser la classe ouvrière.)

La réorganisation de la lutte exige:

I. que les résidents et travailleurs combatifs clarifient les bases sur lesquelles il sera possible de reprendre un travail systématique de liaison à l'intérieur des foyers, entre les foyers et avec les éléments "extérieurs" disposés à mener la lutte.

2. que les débats s'organisent pour tirer le bilan politique de la façon dont la lutte a été menée jusqu'à présent, de ce qu'il faut faire pour qu'elle avance à nouveau et pour contrer les manoeuvres des agents de la bourgeoisie en milieu ouvrier.

3. que les résidents s'organisent avec d'autres ouvriers immigrés et français pour agir dans le sens de la lutte directe contre le capital pour mener une propagande mettant en avant le besoin de la classe ouvrière de s'unir, la volonté d'engager le combat contre les forces qui répandent le chauvinisme, le corporatisme et le pacifisme dans la classe ouvrière.

Que la prise en main de ces tâches et de la formation fassent avancer la conscience de classe de tous les ouvriers, car la lutte pour supprimer l'exploitation capitaliste exige que la masse des ouvriers mènent eux-mêmes la lutte en comptant sur la claire conscience qu'ils ont de leurs intérêts et de leur but.

C'est dans cette voie que nous appelons tous les résidents et ouvriers combatifs à s'organiser.

UNION PROLETARIENNE.

* *

***

Au niveau international, la France s'affirme dans son rôle de flic international, marchand de canons de première importance, participant au maintien de l'ordre au Liban et ailleurs.

- la fameuse régularisation des immigrés: elle permet de mieux contrôler les étrangers (carte informatisé) en gardant les bons ouvriers et en expulsant massivement les autres. Liée à cela, la fermeture des frontières aux réfugiés politiques, leur extradition le cas échéant, sur décision de Deferre.

Evidemment, pour ce renforcement, tous les partis et syndicats n'ont pas le même rôle, le même discours, chaque fraction du capital ayant son action spécifique, particulière, pour la production/reprocuction de l'ordre social tout entier. Ainsi le PC a pour tâche militante de faire appliquer, de rendre vivant, avec les syndicats, le consensus: conseils d'ateliers, contrôle ouvrier, mots d'ordre nationaux-populaires, dans la droite ligne de "Travail-Famille-Patrie", "Retroussons nos manches", "Produisons français", et autres mussolineries. Ainsi à Citroën-Aulnay, il y a quelques semaines, la CGT a proposé aux ouvriers, lors d'une assemblée, des cours de comptabilité pour contrôler la production et s'intéresser à la gestion: voilà ce qu'on appelle "continuer la lutte par d'autres moyens".

Aucune divergence notable de projet n'existe entre les différentes forces du capital, simplement des tâches différentes pour le maintien et la reproduction de l'ordre social, tâches qui, mises ensemble, forment l'Etat.

LE PROLETARIAT CONTRE LA GAUCHE.

Le capital a donc, par le vote des citoyens atomisés, trouvé dans la gauche son nouveau de Gaulle-Bonaparte, sa fraction la plus capable de représenter et d'unifier ses intérêts. On ne peut en aucun cas considérer ce petit "I8 Brumaire" comme une concession devant un mouvement. C'est au contraire la preuve de notre faiblesse, et de la domination quasi totale du capital. Il en faut pour preuve la situation d'aujourd'hui: des mesures de misère, de répression, s'abbattent sur les ouvriers sans réponse significatives. Les luttes existent, isolées, comme à St. Nazaire, à Vireux; mais pour l'instant, le capital a beau jeu de les réprimer, de les enfermer avec les syndicats.

La crise, pour l'instant, est une arme de la contre-révolution. Réduisant la majorité des prolétaires au seuil minimum de survie, elle les pousse à une atomisation croissante, à une concurrence plus forte entr'eux, à un repli total sur l'organisation précaire de leur survie. C'est ce désarmement du prolétariat, plus que les illusions sur la gauche (qui ne se sont d'ailleurs jamais exprimées ailleurs que dans les officines gauchistes) qui est cause de la situation actuelle: comment un chômeur pourrait-il avoir des illusions sur la gauche, ou un ouvrier licencié, ou un prolétaire qui voit son salaire bloqué, un immigré plus contrôlé qu'avant, menacé en permanence d'expulsion ...

Les gauchistes, eux, voudraient, dans leur baratin contre "les chèques en blanc" (LO) ou pour faire "respecter le mandat" (PCI), que Mitterrand applique ce qu'il a promis, comme si on n'était déjà pas assez servis comme çà ! Veulent-ils envoyer "comme promis" les chômeurs au boulot, assécher les Marais pontins ou faire d'autres "Grands Travaux", ou l'échelle mobile qui planifie la baisse du salaire réel et relatif?

Cela dit, la gauche vient aussi pour prévenir tout mouvement. Il suffit de voir que le capital n'arrive toujours pas à enrégimenter les ouvriers. Syndicats squelettiques, rejet massif de la politique, pas de mobilisations pour les sacrifices ou pour la démocratie en Pologne, le discours sur l'économie nationale, sur l'effort ne porte pas. En plus, le peu de luttes porte en germe quelque chose de très dangereux pour le capital: les prolétaires de Vireux demandent dix ans de salaire garanti, pratiquent l'action directe; la CGT à Citroën ne règne plus massivement sur le mouvement, et cela à peine 6 mois après la grève.

Il est clair que lorsque le prolétariat surgira, il surgira d'emblée contre le capital dans son ensemble, en dehors et contre ses fractions. Toutes les autres voies sont sans issue. C'est bien le minimum que l'on puisse souhaiter à la gauche !

- - - o o O o o - - -

"Que fera-t-elle (la social-démocratie) quand les communistes continueront à préconiser et à employer la violence pour l'attaque révolutionnaire contre le pouvoir d'Etat?

Elle fera une chose bien simple. Elle condamnera cette violence révolutionnaire en principe; mais, malgré son pseudo-pacifisme chrétien d'aujourd'hui, elle se gardera bien de parler de non-résistance à cette violence! En parfaite logique avec elle-même, elle proclamera au contraire que l'Etat a le droit et le devoir de l'écraser. Pratiquement, elle donnera à la Garde Royale l'ordre de mitrailler le prolétariat, c'est-à-dire les nouveaux "brigands anti-sociaux" qui nieront alors la fonction bénéfique de son gouvernement "ouvrier".(...) C'est exactement la voie que Noske a suivie."

"Les voies qui conduisent au Noskisme"
Il Comunista - 14 juillet 1921.